

Projet Gouvernance Forestière Chine-Afrique

Améliorer l'investissement chinois dans l'utilisation des terres forestières d'Afrique



Project
Materials

Mise à jour du
Projet
Octobre 2016



La Chine en Afrique – des relations en évolution rapide

Les sociétés chinoises ont des répercussions considérables sur les forêts africaines. Il s'agit parfois de bons emplois, d'avantages divers pour les moyens d'existence locaux et d'une gestion convenable des forêts. D'autres fois, les forêts souffrent et les populations sont lésées. Les sociétés d'autres pays La Chine importe plus de 75 % des exportations de bois d'Afrique et ses investissements dans l'agroalimentaire, l'exploitation minière et l'infrastructure des forêts et zones boisées d'Afrique augmentent aussi.



Les acteurs importants en Chine et en Afrique – au gouvernement, dans les ONG, le milieu universitaire et les sociétés mêmes – les mieux placés pour aider à tracer un cours durable pour ses investissements, sont insuffisamment liés. L'IIED facilite un nouveau partenariat qui noue le dialogue avec des entreprises et investisseurs chinois, traite des difficultés majeures dans le commerce illicite du bois, et saisit les possibilités d'un investissement chinois plus durable dans les secteurs d'utilisation des terres (voir l'encadré).

Profil du projet – Projet Gouvernance Forestière Chine-Afrique

Géographiquement, le projet est axé sur le Cameroun, la République démocratique du Congo (RDC), le Mozambique, l'Ouganda et la Chine. L'IIED dirige le projet en œuvrant avec des équipes de praticiens sur place, dont les résultats antérieurs en matière de gouvernance sont forts, qui nouent le dialogue avec des entreprises chinoises concernant l'utilisation des terres et des politiques qui les affectent. Ces équipes sont dirigées par :

- l'Institut de recherche pour la politique et information en foresterie à l'Académie chinoise de foresterie et la *Global Environmental Institute*, Chine
- le Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun les Réseaux Ressources Naturelles, RDC Terra Firma, Mozambique
- la Coalition de défenseurs pour le développement et l'environnement, Ouganda
- le Fonds mondial pour la nature (WWF) international, Suisse

Les résultats prévus du projet sont : une capacité accrue de préparation des parties prenantes et de meilleures pratiques en matière de politique et d'investissement en Chine et en Afrique, qui favorisent une bonne gérance des ressources forestières et profitent aux hommes et aux femmes pauvres. Les réalisations prévues du projet sont :

- **preuve** des contraintes et possibilités pour les ressources forestières dans une utilisation et un commerce productifs et résilients, générées et vérifiées par les parties prenantes concernées en Chine et en Afrique
- meilleurs **capacité et dialogue** parmi les parties prenantes concernées, pour un investissement chinois dans l'utilisation productive et résiliente des terres africaines et un commerce durable des produits forestiers entre la Chine et l'Afrique ;
- possibilités créées pour une **politique et des pratiques d'investissement** meilleures en Chine et en Afrique, et dans les processus internationaux majeurs, pour un soutien chinois dans l'utilisation productive et résiliente des terres africaines et un commerce durable des produits forestiers entre la Chine et l'Afrique.

Le projet a débuté en juin 2014 avec le soutien de Ministère britannique pour le développement international, qui prendra fin en mars 2018.

Progrès accomplis à ce jour et stratégies possibles

Ce projet établit des preuves et une capacité de créer des possibilités visant à améliorer la politique et les pratiques des entreprises chinoises en faveur d'une utilisation durable des terres et d'avantages locaux au Cameroun, en RDC, au Mozambique et en Ouganda. Les partenariats du projet dans ces pays et en Chine ciblent les progrès avec la Plateforme China-Afrique D'apprentissage de la gouvernance forestière (voir l'encadré), les Accords de partenariats volontaires (APV) pour l'amélioration de la gouvernance du commerce du bois d'œuvre, la diligence raisonnable des sociétés chinoises et une amélioration des investissements.

- **Parfaire la base de données factuelles.** Les diagnostics établis au Cameroun, en RDC, en Ouganda, au Mozambique et en Chine fournissent des preuves rigoureuses des investissements liés à la Chine dans l'utilisation des terres et le commerce, qui ont une répercussion sur les forêts et les moyens d'existence. Des études sur le parcours du bois d'œuvre, de l'Afrique vers la Chine, et sur les incitations éventuelles pour obtenir de meilleures pratiques de la part des entreprises et investisseurs, ont également été effectuées.
- **Dialogue dynamique avec les sociétés et négociants chinois.** Nous avons créé un réseau d'entreprises chinoises sur une plateforme médiatique chinoise – comportant des bulletins d'information périodiques envoyés par le projet – et grâce à un dialogue face-à-face en RDC, au

Cameroun, au Mozambique et en Chine. Il attire l'attention sur les lois et politique et rehausse progressivement l'engagement concernant les questions de légalité et de durabilité.

- **Mécanisme pour un engagement collectif avec les sociétés chinoises en Afrique.** Suite aux sessions concertées de sensibilisation et de renforcement des capacités, avec le soutien du projet, une association chinoise des négociants en bois a été créée au Cameroun en 2016, comportant plus de 20 membres du Cameroun et des pays environnants du Bassin du Congo. L'accent est mis sur la conformité légale de ses intentions et l'association permet aux partenaires du projet d'entamer un dialogue ensemble directement avec un groupe de sociétés
- **Formation avec les banques chinoises sur la foresterie durable et le crédit vert.** Le WWF Chine a animé une formation pour 12 banques chinoises et la Commission de régulation bancaire de Chine, sur la foresterie durable et le crédit vert éventuel. Des hauts responsables de l'Administration forestière de l'État y ont également assisté et des moyens d'engagement approfondi avec ceux qui ont été formés, ont été convenus.
- **Engagement direct en matière de réforme de la politique.** Au Mozambique, les partenaires du projet participent activement aux processus de réforme des lois forestières et un bon potentiel de contribution existe pour supprimer le régime actuel de simple permis non viable et introduire éventuellement un nouveau format de concession pour les communautés tout en créant un nouveau fonds national pour recevoir les revenus forestiers et les réinvestir dans le respect d'un secteur forestier durable.
- **Accès de haut niveau au gouvernement.** L'engagement de l'équipe du projet avec des décideurs de haut niveau et des parlementaires, ainsi qu'avec les ambassades chinoises, est fort en Ouganda et au Cameroun. En Chine, l'équipe du projet œuvre avec le Service douanier, le Ministère pour la protection de l'environnement et l'Administration forestière de l'État, sur la durabilité et les risques d'investissement de l'investissement chinois dans les secteurs d'utilisation des terres en Afrique. Nous avons apporté des contributions au Forum de coopération sino-africaine (FCSA)

« La Plateforme d'apprentissage sino-africaine pour la gouvernance forestière est réellement axée sur les questions majeures – elle se révèle fort prometteuse pour atteindre son objectif »

M. Levodo Tsengue, Ministère pour la foresterie et la faune, gouvernement du Cameroun.

« Cette Plateforme est maintenant le forum majeur pour la Chine-Afrique dans le secteur forestier »

Dr. Chen Yong, l'Institut de recherche pour la politique et information en foresterie à l'Académie chinoise de foresterie, Chine.

Par la suite, le projet envisage d'aider à élaborer davantage la Plateforme et obtenir un engagement et un soutien approfondis de tierces parties dans ce mécanisme majeur pour faire progresser les partenariats forestiers sino-africains. Dans les pays ciblés, nous espérons : œuvrer avec l'association chinoise des sociétés en Afrique, afin de permettre spécifiquement aux petites et moyennes entreprises d'améliorer leurs pratiques et établir un lien avec les initiatives d'approvisionnement en Chine ; continuer à engager les plus grandes entreprises qui approvisionnent le commerce du bois en Chine, vers une meilleure légalité et durabilité ; établir des mesures pratiques pour des accords de responsabilités sociale et environnementale accrues parmi les sociétés chinoises dans l'agroalimentaire, l'industrie minière et l'infrastructure ; faire progresser le travail avec les agences gouvernementales africaines en matière de réformes de la politique ; et soutenir l'action du gouvernement chinois pour de meilleures orientations et diligence raisonnable des sociétés chinoises, un meilleur système de vérification de la légalité du bois, un approvisionnement écologique et un soutien du secteur forestier en matière d'aide extérieure de la Chine.

Vos commentaires, idées et interaction avec d'autres initiatives sont très appréciés.

Personne à contacter : james.mayers@iied.org

Plateforme China-Afrique D'apprentissage de la Gouvernance Forestière

La Plateforme Chine-Afrique D'apprentissage de la Gouvernance Forestière a été lancée en 2013 et, jusqu'à présent, réunit des acteurs de gouvernance forestière – dont les chefs des ministères pour la foresterie – de huit pays africains, des représentants de l'Académie chinoise de la foresterie, le *Global Environmental Institute*, l'IIED, le WWF et plusieurs autres organisations internationales. D'ici octobre 2016, la Plateforme aura tenu trois sessions internationales majeures d'apprentissage – deux en Chine, une au Cameroun. Les participants ont reconnu le succès qu'elle a remporté jusqu'à présent en créant un espace de dialogue ouvert permettant à la communauté chinoise, africaine et internationale de se rencontrer.

Au cours des rencontres de la Plateforme, le dialogue a révélé jusqu'à présent : des projets pour de nouvelles collaborations et un travail direct avec des sociétés chinoises ; une impulsion pour l'aide chinoise des institutions dans le secteur forestier de l'Afrique ; et une détermination accrue du gouvernement chinois à préconiser davantage de diligence raisonnable de la part des sociétés. La Plateforme permet également d'interroger et de vérifier les conclusions de la recherche. Ce processus accroît l'appropriation commune des conclusions, tandis que les partenaires et les participants invités aux activités de la Plateforme constituent un réseau efficace et effectif pour leur diffusion. Tandis que le Projet Gouvernance Forestière Chine-Afrique s'avère être jusqu'à présent le principal sympathisant de la Plateforme – d'autres organisations continuent d'accroître leur engagement, un bon présage pour sa durabilité.

Bibliographie

[The dragon and the giraffe: China in African forests](#) (James Mayers, 2015) pubs.iied.org/17302IIED
Également en français pubs.iied.org/17302FIIED et en chinois pubs.iied.org/17302CIIED

Recognising informality in the China–Africa natural resource trade (Xiaoxue Weng, 2015)
pubs.iied.org/17286IIED

Timber flow study: export/import discrepancy analysis China vs. Mozambique, Cameroon, Uganda and DRC (You Chang and Ren Peng, 2015) pubs.iied.org/13579IIED

Chinese views of African forests: Evidence and perception of China-Africa links that impact the governance of forests and livelihoods (Sun Xiufang, Ren Peng and Marisa Van Epp, 2014)
pubs.iied.org/17569IIED

La page du Projet Gouvernance Forestière Chine-Afrique <http://www.iied.org/china-africa-forest-governance-project>

Des rapports pays pour le Cameroun, la Chine, la République démocratique du Congo, le Mozambique et l'Ouganda (en anglais, chinois et français) sur les questions de gouvernance forestière sino-africaine sont disponible sur la page projet ci-haut

Publié par l'IIED, octobre 2016

International Institute for Environment and Development
80-86 Gray's Inn Road, London WC1X 8NH, Royaume Uni
Tel: +44 (0)20 3463 7399
Fax: +44 (0)20 3514 9055
email: info@iied.org
www.iied.org
@iied www.facebook.com/theIIED

Télécharger d'autres titres depuis ce lien www.iied.org/pubs

Cette recherche a été financée en partie par UK aid du gouvernement britannique. Cependant, les points de vue exprimés ici ne reflètent pas nécessairement ceux du gouvernement britannique

